

Unité départementale des Bouches du Rhône
16, rue Zattara
CS 70248
Cedex 03
13331 Marseille

Marseille, le 03/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



CHAUX DE LA TOUR

1, chemin des Chaux de la Tour
13820 ENSUES LA REDONNE

Références : D-0718-AIX-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement CHAUX DE LA TOUR implanté 1, chemin des Chaux de la Tour 13820 ENSUES LA REDONNE. L'inspection a été annoncée le 21/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUX DE LA TOUR
- 1, chemin des Chaux de la Tour 13820 ENSUES LA REDONNE
- Code AIOT dans GUN : 0006401622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Usine qui produit de la chaux à partir du calcaire extrait dans la carrière limitrophe et/ou celle de La Mède (même groupe Lhoist).

Les trois fours (à combustion) sont alimentés par de la biomasse (pépins de raisins et grignons d'olives), du gaz naturel et du RPB (résidu de pétrole brut). Le four n°3 est à l'arrêt depuis fin 2020 (pour raison économique).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- PPCa 2022/Rejets atmosphériques et suites données à la dernière visite d'inspection de 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 4.3.7.	/	Sans objet
Information du public	Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 9.4.1.3.	/	Sans objet
Auto surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 05/09/2013, article 10	/	Sans objet
Emissions de poussières par des rejets canalisés	AP Complémentaire du 09/04/2021, article 4.1	/	Sans objet
Emissions diffuses de poussières	AP Complémentaire du 09/04/2021, article 4.2	/	Sans objet
Emissions de poussières	AP Complémentaire du 09/04/2021, article 3.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Emissions diffuses de poussières	AP Complémentaire du 09/04/2021, article 6.1	/	Sans objet
Auto surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 05/09/2013, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Six non-conformités ont été relevées, pour lesquelles l'exploitant doit effectuer les actions correctives appropriées dans les délais précisés dans les points de contrôles ci-après.

Il est rappelé à l'exploitant que le non-respect de prescriptions préfectorales peut conduire l'inspection des installations classées (IIC) à proposer au préfet les poursuites administratives prévues par l'art. L171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 4.3.7.
Thème(s) : Risques chroniques, rejets effluents aqueux
Prescription contrôlée : Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : - Température : < 30°C - pH : compris entre 5,5 et 8,5
Constats : Le pH des eaux pluviales du bassin n'a pas été contrôlé depuis la dernière visite d'inspection de l'IIC du 19/11/2020, alors qu'un écart avait été notifié pour valeurs mesurées non conformes (pH > 8,5 et pH = 2,5). Lors de la visite d'inspection (VI), l'exploitant n'a pas pu justifier d'un retour à la normale du pH.
Observations : L'exploitant indique lors de la visite d'inspection qu'une analyse de l'eau du bassin sera réalisée dans les meilleurs délais. Il est demandé à l'exploitant de réaliser le prélèvement sous 1 mois et de transmettre les résultats à l'Inspection dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 9.4.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, comité de suivi, conformité de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant participe au comité de suivi de la carrière qui se réunit au minimum une fois par an. Au moins 15 jours avant chaque réunion du comité de suivi, l'exploitant transmet à l'ensemble des membres : - un constat circonstancié relatif à la conformité des installations par rapport aux prescriptions du présent arrêté. Ce constat est établi par un organisme extérieur compétent dont le choix est soumis à l'accord de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant ne transmet pas chaque année de constat circonstancié relatif à la conformité des installations par rapport aux prescriptions de l'AP de 2009 mod 2013.
Observations : L'exploitant indique lors de la VI que ledit rapport, confié à un BE, est en cours de rédaction. Rapport à transmettre par l'exploitant à l'IIC sous 1 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Auto surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/09/2013, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, rejets effluents gazeux
Prescription contrôlée : Outre les analyses d'autosurveillance annuelle des rejets atmosphériques, l'exploitant dispose de moyens de contrôle permanents des paramètres de pilotage du procédé de fabrication (CO - NOx – poussières).
Constats : L'exploitant ne mesure pas en permanence les poussières émises.
Observations : L'exploitant indique lors de la VI qu'il va mettre en place dès que possible un appareil de mesure des poussières. L'analyseur de poussières devra être en place et opérationnel sous 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emissions de poussières par des rejets canalisés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/04/2021, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des émissions canalisées de poussières
Prescription contrôlée : Le résultat de ces mesures doit faire apparaître la concentration en poussières totales, mais aussi la part des PM 10 et PM 2,5 qu'elles contiennent.
Constats : La part de PM 10 et PM 2,5 n'est pas indiquée dans les rapports de contrôle des émissions de poussières en sortie des dépoussiéreurs (atelier chaux vive et hydrateur).
Observations : L'exploitant indique lors de la VI qu'il va demander au prestataire d'y remédier, lors de son prochain contrôle semestriel. L'IIC demande à l'exploitant de lui transmettre, dès sa réception, le prochain rapport de contrôle (de rejet des deux dépoussiéreurs).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emissions diffuses de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/04/2021, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, transmission des rapports trimestriels de mesure de l'empoussièrement
Prescription contrôlée : Un rapport est transmis à l'Inspection des Installations Classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réception des dernières mesures de la période de 30 jours concernée avec les commentaires nécessaires. Ce rapport résume également la situation météorologique délivrée par la station météo locale (épisodes de vent > 50 km/h, orientation du vent, pluviométrie, température,...).
Constats : Dernier rapport reçu par l'IIC le 17/06/2021 par courriel.
Observations : Derniers rapports présentés durant la VI : empoussièrement conforme. L'exploitant doit veiller à transmettre chaque trimestre les résultats (rapports) de contrôle de l'empoussièrement, par courriel le cas échéant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emissions diffuses de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/04/2021, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs objectifs (g/m ² /j)
Prescription contrôlée : Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières avec un système de jauges sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance : 0,5 g/m ² /jour en moyenne annuelle glissante ; 0,35 g/m ² /jour en moyenne annuelle glissante à compter des campagnes démarrées au 1er janvier 2022.
Constats : Les objectifs concernant les retombées de poussières [jauges de type (b)] sont respectés, y/c l'objectif de 0,35 g/m ² /j pour la première campagne de 2022.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Auto surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/09/2013, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : Cf. APC [six points de rejet : trois fours (quatre conduits), sortie filtre hydrateur et sortie filtre atelier chaux vive]
Constats : Les résultats des dernières mesures présentés par l'exploitant ne montrent pas de dépassement des concentrations limites pour l'ensemble des paramètres mesurés.
Observations : L'exploitant indique que le prochain contrôle des rejets atmosphériques est prévu en mai 2022. L'IIC demande à être rendue destinataire des résultats.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emissions de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/04/2021, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de traitement des matériaux
Prescription contrôlée : Les installations de transport de produits minéraux susceptibles de dégager des poussières sont munies de dispositifs de capotage ou de confinement, complétés si besoin par des dispositifs de brumisation ou d'aspiration permettant de réduire autant que possible les envols de poussières.
Constats : Plusieurs convoyeurs de l'usine (de calcaire, dolomie et chaux vive) ne sont pas munis de dispositifs de capotage ou de confinement.
Observations : L'exploitant transmet à l'IIC sous 1 mois son plan d'actions. Celles-ci débutent au plus tard sous 2 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet